

MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

CONSULTATION DE PRESTATIONS DE TRAVAUX ENVIRONNEMENTAUX LIES A LA GESTION DE LA RESERVE BIOLOGIQUE DE LA COTE D'OPALE EN FORET DOMANIALE DE LA COTE D'OPALE (62)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

2025-8505-02

MARCHE RESERVE LOT 5

Prestation de travaux de fauche exportatrice en milieux naturels

Prestation de travaux d'arrachage d'espèces invasives avec export en déchetterie

Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fauche exportatrice en milieux naturels.

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Agence Territoriale de Lille, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453.

Personne signataire de la consultation

La personne signataire de la consultation est Madame Tessier, Directrice de l'Agence Territoriale de Lille – 107 Boulevard de la Liberté – 59 000 Lille Cedex.

1 - Contexte et de la consultation

L'Office National des Forêts (ONF), établissement public national à caractère industriel et commercial, exerce un mandat de gestionnaire et d'opérateur dans les forêts publiques. Il participe activement à la conservation de la biodiversité, tant dans la gestion forestière courante que par des actions spécifiques en faveur des espèces et des milieux à haute valeur patrimoniale.

Située sur la commune de Merlimont, la forêt domaniale de la côte d'Opale est classée en réserve biologique depuis 1985.

L'ONF y mène une gestion active pour la sauvegarde d'habitats naturels ouverts, notamment dans la vaste plaine interdunaire, parfois inondée d'octobre à mai, afin d'en augmenter la diversité floristique reconnue d'intérêt communautaire (site Natura 2000).

Chaque type d'habitat requiert des types et des périodes de travaux spécifiques dont certains sont l'objet de cette consultation.

2 - Descriptif de la consultation

Prestation de travaux de fauche exportatrice en milieux naturels

Le lot est un marché réservé aux seules entreprises d'insertion.

Prestations
Fauche exportatrice de pannes dunaires
Entretien par fauche des pelouses dunaires
Arrachage d'espèces exotiques envahissantes avec export en déchetterie

- Fauche exportatrice de pannes dunaires.

Pour ce chantier, les tarifs sont à fixer à l'hectare.

La fauche exportatrice se fera sur une quantité minimale de 0 hectare et sur une quantité maximale de 2 hectares.

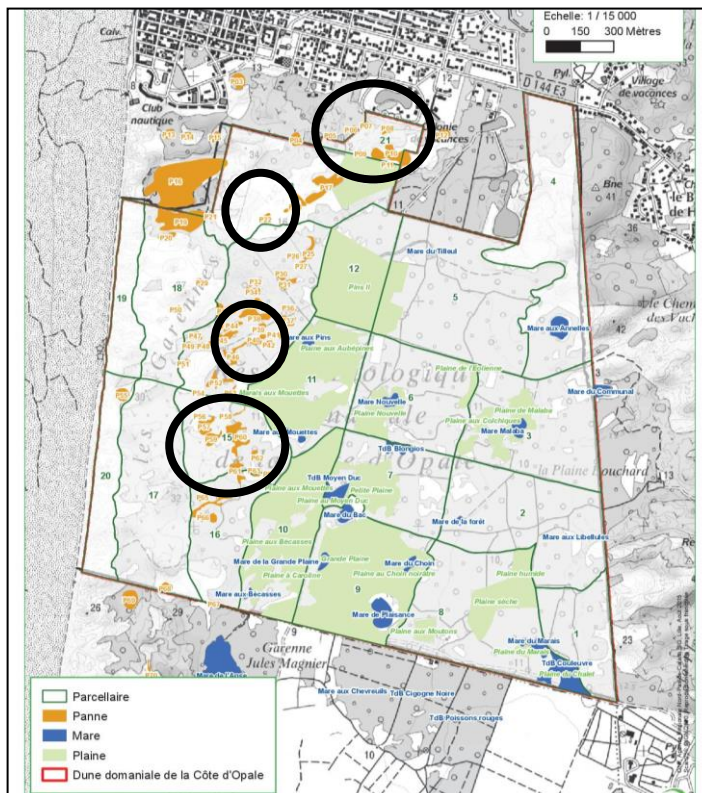
Les pannes dunaires abritent des stations végétales patrimoniales tout à fait remarquables et protégées. Les travaux doivent être réalisés après le **15 septembre et avant le 31 octobre de chaque année** (sous réserve que le niveau de la nappe phréatique permette les travaux au mois d'octobre).

Les rémanents sont évacués dans les zones dépôts prévus et localisés à moins d'une centaine de mètre de la panne.

Le travail mécanique est réalisé avec une débroussailleuse équipée d'un disque.

L'usage du quad avec pneu basse pression n'est possible que sur des itinéraires définis préalablement en dehors des pannes dunaires.

Situation des travaux délimités sur les plans ci-dessous : en parcelle 13,14,15 et 21



- Entretien par fauche des pelouses dunaires

Pour ce chantier, les tarifs sont à fixer à l'hectare.

La fauche exportatrice se fera sur une quantité minimale de 0 hectare et sur une quantité maximale de 3 hectares. La situation des pelouses dunaires est possible en annexe⁰¹.

Les pelouses dunaires abritent des stations végétales patrimoniales tout à fait remarquables et protégées. Les techniques de fauche avec ramassage des produits doivent respecter les sols et les structures végétales de toutes dégradations.

Les travaux doivent être réalisés du 1^{er} septembre au 31 décembre de chaque année.

Les rémanents doivent être évacués sur les deux places de dépôt identifiées avec le technicien responsable du secteur, Julien Valentin.

Le travail mécanique est réalisé avec une débroussailleuse équipée d'un disque, râteaux à foin et fourches pour le ramassage.

Les produits végétaux sont évacués manuellement jusqu'au chemin puis à l'aide d'un quad équipé d'une remorque basse pression, la circulation n'est possible que sur certains itinéraires définis préalablement.

- Arrachage d'espèces exotiques envahissantes avec export en déchetterie

Pour ce chantier, les tarifs sont à fixer à la journée.

L'arrachage d'espèces exotiques envahissantes se fera sur une durée minimale de 0 journée et sur une durée maximale de 10 jours.

Cette tâche peut concerner plusieurs espèces de plantes différentes nécessitant des précautions particulières.

Le chantier comprend

- l'arrachage de petits spécimens présents au sein des fourrés dunaires,
- l'évacuation de toutes les parties d'espèces arrachées hors du site,
- lorsqu'il s'agit des gros individus, comme dans le cas de l'ailante, la préparation à l'intervention du cheval de trait pour l'extraction par débroussaillage partiel de l'accès, le nettoyage du collet et l'enlèvement des racines après arrachage par le cheval

L'arrachage se fait à l'aide de pioche, houe-hache pour extraire au plus près les petits spécimens ainsi que leurs racines.

L'utilisation de sécateurs, coupe branche est autorisé pour faire un passage au sein des fourrés dunaires. Ce passage doit permettre ensuite l'export de parties arrachées avec des bâches et également le passage du cheval de trait.

En complément, certains itinéraires balisés peuvent être utilisés par un quad ou véhicule basse pression pour évacuer les plantes jusqu'au véhicule bâché.

Le chantier devra être réalisé en feuilles entre le 1^{er} juillet et le 31 août de chaque année.

En fin de chantier, une visite de contrôle est réalisée pour vérifier que des morceaux n'ont pas été dispersés sur les chemins d'accès.

Certaines espèces, telle que l'ailante glanduleux, sont inscrites sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union Européenne en application du règlement européen n°1143/2014. Espèce également inscrite dans l'Arrêté du 10 mars 2020 portant mise à jour de la liste des espèces animales et végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain.

L'entreprise s'engage à respecter la réglementation en vigueur pour le traitement des déchets de cette espèce.

Attention : en raison des risques de brûlure par la sève de l'Ailante, il est conseillé de porter des équipements adaptés.

3 - Prescriptions particulières concernant la réalisation des travaux

L'entrepreneur est réputé s'être rendu compte sur le site de l'importance de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés liées à la nature du terrain et du caractère exceptionnel et sensible du site.

Les renseignements donnés dans ce présent cahier des charges, ne constituent que des éléments d'informations qui lui appartiendra de compléter pour établir son offre.

La visite de chantier est obligatoire. Prendre contact avec :

UT SOMME – COTE D'OPALE

M. VALENTIN Julien

838 route de Berck, 62155 MERLIMONT

Tél : 06 01 17 84 63

julien.valentin@onf.fr

L'accès des engins et du matériel se fera selon les indications du maître d'ouvrage et sera défini au cours de la préparation de terrain. Le maître d'ouvrage insiste sur le fait qu'en raison de l'importance écologique du site et de sa sensibilité, les accès devront être ciblés pour minimiser l'impact sur le milieu naturel (faune flore).

L'accès est possible par véhicule léger. Le site est couvert par le réseau téléphonique.

Risques de zoonoses (de type encéphalite à tiques, borréliose de Lyme, hanta virose, leptospirose, échinococcose, rage, etc.).

Risques de myopathie atypique pour les chevaux (présence d'érables sycomore sur le site)

Le prestataire devra prévoir les mesures de prévention et de traitement des pollutions accidentelles, notamment lorsqu'il intervient à proximité des zones humides.

L'ensemble des tâches inclut :

- la production sur le chantier de toutes les fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux, si elles ne sont pas fournies par l'ONF (voir conditions particulières des lots).
- Les frais d'outillage et de matériel, y compris éventuellement les locations d'engins ou de véhicules.
- Les frais de main d'œuvre, y compris les charges afférentes, les indemnités diverses, les déplacements, les frais de paniers, les intempéries, les frais d'assurance, etc.

3.1 Dégradations

L'entrepreneur est entièrement responsable des détériorations qu'il causerait aux ouvrages, aux équipements, à la voirie, aux sols et à la végétation, qu'ils soient sur la forêt domaniale ou à l'extérieur.

Au cours de ses interventions, l'entreprise prendra toutes les précautions nécessaires pour protéger

les végétaux et ouvrages prévus à conserver, ainsi que les réseaux enterrés et/ou éléments de réseaux affleurants.

Il devra justifier, lors de la remise de son offre, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation de son assureur, portant mention de l'étendue de la garantie. De même, cette attestation devra préciser qu'en cas d'accident ou d'incident, aucun recours ne pourra être effectué auprès de l'ONF, notamment en ce qui concerne le stationnement des engins de chantier.

L'entrepreneur doit adapter la charge de ses véhicules ou de ses engins aux conditions d'accès de chaque site et à la résistance des sols, annuler ou retarder les travaux dans le cas de conditions atmosphériques mauvaises (terrain détrempé, dégel...). Le poids total en charge (P.T.C.) des véhicules circulant sur le chantier doit être adapté à la portance des sols.

3.2 Organisation du chantier

Le responsable ONF du chantier n'a qu'un seul interlocuteur, le chef de chantier ou conducteur de travaux de l'entreprise mandataire, qui a la responsabilité des chantiers. Présent lors des interventions sur les différents chantiers, il peut être contacté en permanence par liaison téléphonique pendant les heures ouvrables ; il participe aux réunions de chantier. Il est remplacé lors de ses congés.

3.3 Procédures d'intervention

- Commencement des travaux

Toute intervention sera déclenchée par un bon de commande de l'ONF, accompagné d'une fiche de consignes, le lieu d'intervention et la période souhaitée.

Pour ceux qui seraient insuffisamment décrits, ces travaux devront être conformes aux normes en vigueur, et relatives aux engagements environnementaux que doit appliquer l'ONF, qu'elles soient relatives aux travaux, à leur mise en œuvre, aux normes de sécurité ou à la réglementation du travail.

Pour les détails et modifications qu'il jugerait bon d'apporter au cours des travaux, l'entrepreneur devra préciser les raisons qui les lui font proposer. Aucune modification ne pourra être apportée sans accord écrit de l'Office National des Forêts.

- Planning

Deux jours ouvrés au minimum avant l'intervention, l'entrepreneur informe par téléphone ou message électronique le représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier de la nature, date et heure de l'intervention.

En cas d'évènement impondérable (accident, conditions météorologiques...) empêchant l'intervention de l'entrepreneur, ce dernier prévient immédiatement le représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier avec lequel il convient d'une nouvelle date. Il confirme dans un délai minimum de 24 heures, par téléphone ou message électronique, la date et l'heure de son intervention.

Les travaux pendant les jours de chasses seront interdits (2 battues en octobre, 2 en novembre et 2 en décembre). Le prestataire sera informé du calendrier à la mi-septembre.

Le travail ne sera pas autorisé les dimanches et jours fériés.

3.4 Installation de chantier

L'entrepreneur doit, conformément aux règlements sociaux et sanitaires en vigueur, assurer l'amenée et le repliement de toute installation de chantier destinée à son personnel, en accord avec le responsable ONF du chantier.

D'une façon générale, il doit assurer toutes les amenées et repliements des installations et matériels nécessaires à la réalisation du présent marché.

Toutes installations de chantier et matériel doivent être repliés dans un délai de 48 heures après la fin de toute intervention. Le coût des installations de chantiers est réputé être inclus dans les prix unitaires ou forfaitaires des prestations.

Les transports de matériels et des ouvriers au lieu d'emploi ne donneront pas lieu à indemnité.

Le Maître d'œuvre ou son représentant pourra exiger l'exclusion du chantier de tout ouvrier pour insubordination ou incompétence.

3.5 Déroulement du chantier

- Sécurité

L'ONF attire l'attention de l'entrepreneur sur le fait que le site n'est pas ouvert au public, mais que des intrusions sont possibles. L'entrepreneur doit donc veiller à prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux. Ainsi, les engins stationnant dans l'emprise du chantier en dehors des horaires de travail devront être protégés vis-à-vis du public.

L'entrepreneur aura pris connaissance de toutes les difficultés de chacun des sites et prendra toutes les dispositions pour garantir la sécurité des personnes et des biens.

En cas de manquement par l'entreprise aux règles de sécurité ou aux prescriptions techniques, l'ONF peut à tout moment demander l'arrêt de la prestation.

- Circulation

Il appartient à l'entreprise de déposer, avant tout commencement d'exécution, les demandes de réglementation de circulation qu'elle jugera nécessaires.

Elle doit se soumettre aux arrêtés qui en découleront. L'entreprise doit signaler ses chantiers jour et

nuit, conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire des routes.

Les itinéraires de transport à l'intérieur de chaque site doivent être soumis à l'approbation de l'ONF. La vitesse ne doit en aucun cas dépasser 30 kilomètres à l'heure. Le portail d'entrée doit être refermé après chaque franchissement de véhicule ou d'engin, à l'aller comme au retour.

- Propreté du site

Le chantier, ses abords et les circulations empruntées pour les besoins des travaux seront tenus dans un état de propreté constant. L'entrepreneur est responsable du maintien en bon état de la visibilité des voies ouvertes à la circulation et empruntées par ses engins, conformément aux prescriptions du code de la route. Il a, à sa charge, tous les nettoyages et ébouages.

L'entrepreneur est responsable du nettoyage des voies du domaine public salies par le passage de ses camions ou autres engins. Il est également responsable de toute dégradation constatée sur les voiries et trottoirs du domaine public, consécutives au passage, manœuvres ou stationnement de ses camions ou autres engins.

L'entrepreneur assurera le nettoyage régulier des déchets, détritiques, matériaux divers liés à son intervention et produits sur l'emprise du chantier et à l'extérieur de celui-ci du fait du déroulement des travaux et tout au long de son intervention.

L'ensemble des détritiques non végétaux devra être évacué vers des déchetteries agréées par les services administratifs compétents.

En cas de dégradation des voies publiques utilisées pour l'approvisionnement de ses matériaux et du fait de celui-ci, l'entrepreneur a la charge de procéder à l'entretien et à la réparation des dégradations.

L'entrepreneur doit quitter ou laisser le chantier propre et libre de tout déchets ou produits dangereux pendant et après l'exécution des travaux.

En cas de manquement d'une entreprise à l'obligation de laisser les lieux propres, huit jours après une mise en demeure préalable, l'Office National des Forêts peut faire réaliser les travaux de nettoyage ou de dépollution par une autre entreprise de son choix. Le règlement de ces travaux sera dans ce cas imputé en totalité à la charge de l'entreprise responsable des dégradations. Cette dernière entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité ou dédommagement d'aucune sorte.

- Prévention des pollutions

En raison du caractère remarquable des milieux, les prescriptions du paragraphe 2.2 sur les enjeux eau du CNPTFS s'appliquent dans leur intégralité au marché. Le respect du paragraphe 5.1.3 sur la prévention des pollutions doit également faire l'objet d'une attention particulière.

4 – PEFC, CNPTSF ET CGA

L'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, prestataires de services, occupants du sol forestier, etc., qu'ils exécutent leurs obligations contractuelles, dont certaines sont liées aux engagements environnementaux de l'ONF, dans le cadre des prescriptions de la charte PEFC.

Il leur est notamment demandé d'apporter une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges, aux clauses particulières, et instituant des obligations inhérentes à la protection de l'environnement.

Le cocontractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et il s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs, prestataires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre du présent contrat.

- **Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers**

Les prescriptions du CNPTSF doivent être respectées par le titulaire. Ce document est consultable sur le site internet de l'ONF ou disponible sur demande à l'agence ONF de Lille.

- **Clauses Générales d'Achats (CGA)**

L'exécution des prestations faisant l'objet de cette consultation est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001 – version F – mai 2022 (jointe au dossier de consultation).

5 - Mode d'évaluation des travaux

- **Connaissance du présent contrat**

L'entrepreneur s'engage à prendre connaissance de la totalité du présent CCTP. Il ne pourra prétendre à une renégociation des prix pour défaut de connaissance du présent document.

6 – Délais

Les délais d'exécution seront fixés dans les Bons de Commandes ainsi que dans les descriptifs de chaque lot et doivent obligatoirement être respectés.

L'entreprise doit prévenir l'agent responsable du chantier minimum 48 h 00 avant le début du chantier.

L'entrepreneur doit, respecter les périodes d'intervention demandées dans les préconisations techniques et bon de commande.

Sauf raisons dépendant d'un cas de force majeure ou d'une indication d'un responsable chantier ONF ou son représentant, tout retard de réalisation se verra facturer d'un centième 1/100 du montant total

de la commande par jour ouvré de retard.

7 – Visite obligatoire et Contact technique des chantiers et renseignements complémentaires

Des informations complémentaires qui lui seraient nécessaires au cours de son étude d'offre pourront être demandées par le candidat à l'ONF et dans le cadre de la visite obligatoire sur site.

UT SOMME – COTE D'OPALE

M. VALENTIN Julien

838 route de Berck, 62155 MERLIMONT

Tél : 06 01 17 84 63

julien.valentin@onf.fr